

Marseille le 16 Janvier 2003

## Les cahiers régionaux de revendications et de propositions

Citoyenne, Citoyen,

A l'initiative du Forum de la Gauche Citoyenne, la Convention Citoyenne a organisé une première rencontre à Marseille le 30 novembre dernier dans la perspective des prochaines élections régionales. Cette réunion, qui a rassemblé une trentaine de personnes, a permis un premier échange de vue. La note ci-jointe tente d'en résumer l'essentiel et de construire des perspectives.

Nous souhaitons que cette démarche vous intéresse et que vous pourrez vous y associer selon des modalités qui vous sont propres. En fonction des échos que recueillera cette initiative, nous pourrions envisager de poursuivre la démarche engagée jusqu'à la rédaction de « **cahiers régionaux de revendications et de propositions** »

Nous vous demandons donc de bien vouloir nous renvoyer le questionnaire ci-joint et de nous indiquer les personnes, associations ou mouvements qui pourraient être concernés par cette démarche. Nous pourrions alors poursuivre ce travail à l'occasion d'une nouvelle réunion dans quelques semaines.

Nous vous proposons également de prendre part à des réunions locales, à votre initiative, au cours desquelles nous pourrions présenter et débattre des propositions ci-jointes.

Pour la convention Citoyenne

Philippe SANMARCO

---

Nom et adresse, tel, email :

Association d'appartenance (éventuellement) :

Que pensez vous du document joint ? :

Quelles suggestions proposez vous sur la méthode et sur le fond ? :

Etes vous d'accord pour participer à la démarche proposée et sous quelle forme: engagement personnel ou à travers une association locale formel ? :

Etes vous intéressé par une prochaine rencontre régionale ? :

## Cahiers régionaux de revendications et de propositions Réunion du 30 novembre 2002 à Marseille

### I Origines et objectif du projet

La Convention Citoyenne à Marseille et le Forum de la Gauche Citoyenne ont pris l'initiative d'une rencontre dans la Région Provence-Alpes-Cote-d'Azur afin de réfléchir ensemble à la situation politique dans la perspective des prochaines échéances électorales.

Le constat national : un nombre grandissant de citoyens se détournent de la politique, mais en même temps, ils s'intéressent de plus en plus à la chose publique comme le démontre la multiplicité des mouvements de citoyenneté active. Cela se vérifie à tous les niveaux de la société: le quartier, la Ville, la Région, le Pays, l'Europe, le Monde. On citera simplement les 80 listes citoyennes lors des municipales et le succès inattendu du récent forum social de Florence

Depuis deux ans, le Forum de la Gauche Citoyenne qui regroupe un ensemble de citoyens de gauche en refusant les exclusions mutuelles a élaboré puis adopté trois textes concernant les institutions, l'Europe, l'alter-mondialisation.

Deux autres thèmes sont en préparation et concernent « faire de la politique autrement » et « contre l'insécurité sociale ». Dans la perspective des élections régionales, le Forum propose aux militants associatifs dans les Régions de préparer des cahiers régionaux de revendications citoyennes. A l'automne prochain, il est envisagé de mettre en commun ces initiatives et ces propositions. Il ne s'agit pas de bâtir des programmes électoraux mais plutôt de rassembler les idées et les principales préoccupations qui mobilisent les citoyens. Il s'agit d'inverser les processus traditionnels des partis politiques qui conservent une logique classique. Ils ont une vision descendante de la relation entre les partis et les citoyens. La démarche des cahiers est au contraire une démarche ascendante. Sans tomber dans le populisme, il s'agit de faire remonter des idées. Dans cette perspective, le Forum à l'échelon national, comme la Convention Citoyenne à l'échelon régional, se proposent de jouer un rôle d'animation de réseaux et de logistique, mettant en place un minimum d'organisation et de moyens.

### II Le constat de la situation régionale

- 1- L'institution régionale et son rôle sont largement méconnus de la plupart des habitants de la Région. Seuls ceux qui ont professionnellement et financièrement affaire avec la Région, en fonction de ses attributions, peuvent porter un jugement ou un avis sur son fonctionnement.
- 2- La Région apparaît comme une institution essentiellement technocratique qui n'a que peu à voir avec la vie quotidienne des habitants.
- 3- Le sentiment d'appartenance à une communauté régionale est faible, voire inexistant, en raison de la diversité géographique, historique et culturelle de l'espace constituant la région administrative.
- 4- Les attributions régionales, d'origine ou transférées, sont encore modestes et en devenir et les démarches de planification à caractère économique, demeurent confuses et réservées à des travaux d'experts.

5- Le fonctionnement de l'institution régionale manque cruellement de transparence et de contrôle des décisions de la part des citoyens. Il apparaît que le système de répartition des moyens financiers s'apparente de plus en plus au clientélisme largement présent dans les autres collectivités locales de la Région.

6- La Région n'apparaît pas porteuse de choix politiques clairs mais plutôt comme un outil de gestion de moyens qui se superposent, de manière en général peu efficace, aux autres collectivités. Les cofinancements multiplient la lourdeur des procédures. Cette absence de choix politiques est sans doute due, en partie, au mode de scrutin électoral qui ne permet pas d'obtenir une majorité stable. Mais on peut aussi penser que cette situation convient à une majorité d'élus, quelle que soit leur appartenance politique. La Région ne devrait pas, selon eux, être un lieu de débat politique.

Ce constat pourra paraître sévère à ceux qui, depuis de nombreuses années, plaident pour une Région de plein exercice permettant de définir et mettre en œuvre des orientations et des choix pour le bien-être des habitants de la Région. On pourra en effet mettre en avant la jeunesse et l'inexpérience de cette nouvelle collectivité qui n'est encore dotée, par le pouvoir central, que de moyens réduits et qui se voit contester son rôle et ses missions par les conseils généraux et parfois même par les grandes villes ou communautés d'agglomération. La carence principale de cette nouvelle institution peut cependant se résumer à l'insuffisance de démocratie dans sa constitution, comme dans son fonctionnement. Tel est le principal enjeu quant à l'avenir de cette institution.

**À quelles conditions pourra-t-elle être porteuse de la volonté commune des citoyens de cette Région ?**

### III Des propositions pour une démocratie régionale

Une première série de propositions reprendra celles faites par l'ADELS au printemps 2002 et que l'on rassemblera sous l'objectif : **dynamiser la démocratie participative et élargir la citoyenneté**. Plus concrètement, appliqué au contexte régional, cela signifie :

Un système électoral par scrutin proportionnel de listes régionales assorti d'une prime à la liste arrivée en tête mais qui préserve la représentation de la minorité dotée d'un statut.

Une assemblée délibérative distincte de l'exécutif régional devant laquelle il est responsable.

La possibilité de referendum d'initiative citoyenne.

Une répartition précise des fonctions et des ressources de chaque collectivité entre la Région, le Département et les communes selon le principe de subsidiarité.

Le regroupement des dates des élections dites de proximité et le non-cumul des mandats dans le temps et l'espace.

Les quelques pistes de réforme applicables pour l'ensemble des Régions doivent être soumises à débat collectif et être un des volets essentiels de la régionalisation proposée par le Gouvernement. On peut en effet craindre que les propositions actuelles ne répondent en rien au

désintérêt manifesté à ce jour par la population vis-à-vis de l'institution régionale et qu'elles ne satisfassent encore moins les citoyens désireux de participer à la vie régionale et à son avenir.

#### **IV Des orientations spécifiques à la Région Provence-Alpes-Cote d'azur**

On retiendra, dans une première étape, quatre thèmes qui, au-delà des compétences régionales actuelles, pourraient permettre une plus grande mobilisation des citoyens.

##### **1- La Région terre de passage et d'accueil**

Au-delà de la position géographique, cette vocation inscrite dans l'histoire, implique des politiques et des programmes qui devraient être plus pertinents que les discours récurrents sur l'ouverture en direction du bassin méditerranéen. Quelle politique d'accueil développer ? Quels moyens effectifs de lutte contre les discriminations ? Quelle politique d'accueil touristique et de mise en valeur de la Région qui préserve les richesses naturelles et la diversité culturelle ? Quelle attitude vis-à-vis de la spéculation et de la main-mise des mafias de toute sorte sur une partie de l'espace et du patrimoine régional ?

**2- La Région : lieu de synthèse et de valorisation de la diversité culturelle régionale.** Le découpage administratif étant considéré comme un acquis, la recherche d'une identité régionale devra se construire dans le respect de l'histoire et des particularismes locaux mais aussi dans le souci de construire en commun des projets ambitieux qui ouvrent la Région sur le reste du monde et en particulier sur l'Europe en construction

##### **3- Un environnement naturel, riche mais fragile, qui justifie une politique de développement durable.**

Chaque habitant a, un jour ou l'autre, pris conscience de cette fragilité sans pour autant en mesurer les conséquences pour son avenir et celui de ses enfants. La qualité et la diversité du mouvement associatif sur ces sujets est une richesse et un atout qui doit servir de base à une politique de recherche et de sensibilisation de l'ensemble de la population régionale.

**4- Une politique de solidarité régionale et de respect des communautés,** des modes de vie et des pratiques culturelles qui ne remette pas en cause les principes républicains de laïcité et de respect des libertés individuelles. Une politique régionale qui rejette toute forme d'idéologie fondée sur la discrimination ou l'exclusion.

Ces quelques thèmes ne sont que des pistes permettant, aux citoyens régionaux qui le souhaitent, d'engager un débat public qui ne se limite pas aux seules initiatives venues des partis politiques. C'est à partir des préoccupations, des attentes et des souhaits de tous ceux qui se sentent concernés par la vie publique locale et régionale que l'institution régionale qui sortira des élections de 2004 pourra enfin devenir un lieu de démocratie dynamique et porteur d'avenir.

# Cap sur les régionales !

# Cap sur les régionales!

L'instauration d'un pôle participatif de gouvernance modifiant le règne actuellement exclusif des partis pourrait se concrétiser pour mars 2003.

**L**es formes traditionnelles de la démocratie (élections au suffrage universel, pluralisme des partis...) sont nécessaires, mais elles sont insuffisantes, face à la montée d'une crise de la représentation, qui est universelle et sans doute irréversible. Nous avons ailleurs déjà débattu de la nécessité de compléter la vieille démocratie de délégation par une démocratie participative(1). Nous voudrions ici contribuer au débat sur la nouvelle articulation à rechercher entre, d'une part, les citoyens et le mouvement associatif, et, d'autre part, les partis politiques. Comme ce débat risque de rester trop longtemps au niveau des pétitions de principes et des discours dominicaux, nous voudrions le concrétiser, en nous appuyant sur la prochaine échéance électorale importante qui sera, dans notre pays, les élections régionales de mars 2004.

Pour l'instant, le discours des partis de la gauche ex plurielle ou de la LCR, est de manifester une volonté de «dialogue et d'ouverture» à l'égard de la société civile (le plus souvent indéfinie). Ils s'appretiennent donc, dans la préparation de leurs congrès respectifs, à inviter (ils n'ont plus les moyens de convoquer) tous ces acteurs à débattre: de quoi? De tout et de rien. Pourquoi? À la rigueur, pour régénérer leur discours, sans aucune garantie sur la mise en œuvre future d'une quelconque politique: nous sommes typiquement dans le cadre d'une démarche descendante, pour ne pas dire condescendante, qui va des puissants de ce monde vers les «gens d'en bas» (même si tout le monde ne parle pas exactement le Raffarin dans le texte). Cette démarche, quoique plus sympathique que l'antagonisme des partis naguère au gouvernement, n'aura évidemment qu'un résultat illusoire, tellement elle est éloignée des aspirations qui se manifestent depuis longtemps dans la masse des citoyens, et qui ont fait un moment irruption, entre les deux tours de la présidentielle. Beaucoup de «chefs» politiques le savent bien, qui ne manifestent cette volonté d'ouverture que pour marquer des points vis-à-vis de leurs concurrents des autres partis... ou du leur, lors de la préparation de leur congrès.

On ne doit cependant pas se contenter de fustiger cette sorte d'hommage que, rendu un moment modeste par la défaite, le vice rendrait soudain à la vertu... Il faut acter positivement le consensus général qui règne aujourd'hui à gauche, dans pratiquement tous les partis, sur la nécessité d'inventer une nouvelle articulation entre la masse des

citoyens et les responsables de partis. Il s'agit surtout de remettre sur ses pieds une relation que ces derniers voudraient faire marcher sur sa tête: à leur démarche descendante (à laquelle on peut toujours se rendre par politesse et pour en vérifier le caractère condescendant), il faut opposer une démarche ascendante, celle par laquelle les citoyens eux-mêmes convieront les responsables des partis (toujours soucieux de leurs candidatures à la prochaine élection) pour faire part de leurs propositions et revendications. Notons immédiatement qu'une telle démarche (qui révolutionne la figure traditionnelle, en ce que les partis y figurent d'avantage comme une «arrière-garde éclairée» par la masse des citoyens) peut valoir pour n'importe quel type d'élections: c'est ainsi que le Forum de la Gauche Citoyenne a l'intention de la proposer, lors du Forum Social de Florence, pour les prochaines élections européennes.

Les élections régionales de mars 2003 nous en fournissent une seconde occasion, évidemment moins difficile à mettre en œuvre, compte tenu de la moindre hétérogénéité des cultures politiques dans un cadre national. Il s'agit donc, dans toutes les régions de France, (métropolitaines et d'outre mer) que des associations et groupes de citoyens, se reconnaissant dans les valeurs de la gauche, élaborent en commun leurs cahiers régionaux (fimoisins, rhône-alpins, normands, franciliens, etc...) de propositions et de revendications, dans la forme qu'ils souhaiteront leur donner, complets ou incomplets... Cette autonomie des démarches (non seulement vis-à-vis des partis, mais aussi des initiateurs nationaux) pourrait se donner deux limites, afin de gagner en efficacité: d'une part, un échange, et si possible, une véritable mutualisation de ces expériences; d'autre part, une date butoir, pour rendre publique une première rédaction de chaque cahier régional: on suggérera ici, le 1er octobre 2003, 6 mois avant les élections régionales, de façon à exercer une influence maximale sur celles-ci, ni trop tôt, ni trop tard. D'un point de vue pratique, la troisième Université d'automne du Forum de la Gauche Citoyenne, pourrait être principalement consacrée à la discussion et l'enrichissement de toutes ces initiatives régionales.

La question de l'usage que feront de ces cahiers régionaux leurs instigateurs doit être laissée complètement ouverte, et pourra être d'ailleurs différente **suite page 6**

suite de la page 5

d'une région à l'autre, voire au sein d'une même région (encore que ce cas de figure risque de nuire à la compréhension de la démarche par le plus grand nombre de citoyens). Pour bien nous faire comprendre, notamment des appareils de parti, disons que les auteurs des cahiers auront trois grandes façons de les valoriser:

- en les proposant aux partis habituels, et, si possible, en les transformant en un véritable «contrat de mandature», dans une logique pouvant rappeler la démarche d'un Pierre Mendès-France;
- en poussant encore plus loin l'intégration dans le processus électoral, par une présence sur les listes de candidatures de tel ou tel parti, avec comme déontologie évidente pour ces candidats, de ne pas prétendre parler au nom de tous les auteurs de cahiers(2), dont bon nombre auront préféré ne pas se présenter aux élections;
- en constituant leur propre liste citoyenne, comme on en vit déjà bon nombre, lors des dernières municipales, avec l'avantage cette fois d'une plus grande expérience, d'une meilleure préparation et de l'inscription dans une démarche plus globale de citoyenneté.

Bien entendu, le fait de maintenir ouvertes pendant quelque temps ces trois possibilités, augmentera de façon importante la crédibilité de cette démarche vis-à-vis des appareils régionaux (et nationaux) des partis.

Cette initiative de rédaction de cahiers de propositions et de revendications, dans chaque région, pourrait démarrer dès le mois d'octobre, là où le Forum de la Gauche Citoyenne est déjà organisé en tant que tel. Mais, on peut simultanément lancer un appel à tous les militants des autres réseaux de citoyenneté active et à nos adhérents non organisés sur une base régionale, pour que dans la plupart des autres régions, des initiatives de même type soient prises dans les prochaines semaines. Enfin, l'ensemble de notre réseau et de ses partenaires habituels doit se sentir mobilisé, pour aider aux lançements de toutes ces initiatives régionales et pour tenter d'en capitaliser les résultats, autant que faire se peut, en temps réel. À cet égard, un ou deux membres du collectif national d'animation, si possible eux-mêmes impliqués dans de telles démarches régionales, pourraient jouer le rôle de femmes ou d'hommes-ressource, auprès de tous ceux qui voudront les solliciter dans ce que cette démarche a d'inédite.

**Dominique Taddei**

1 Cf. C. Bruillon et D. Taddei, «Vers une démocratie participative», revue Mouvements, n° 23, septembre-octobre 2002.

2 Une formule convenue par avance du type «co-animateur des cahiers régionaux» pourrait réduire les tensions nées du risque (réel ou supposé) d'accaparement.